



# GAUCHE



## castelnauvienne & métropolitaine

NUMERO7

25 Septembre 2023

### Avortement : droit qui doit être universel pour toutes

Nous serons dans la rue ce jeudi 28 septembre à Montpellier, à l'occasion de la journée internationale du droit à l'avortement, acquis de haute lutte pour permettre aux femmes de disposer de leur corps et de choisir ou non d'enfanter. 8 ans après sa légalisation proposée par Mme Veil et adoptée grâce au vote des parlementaires de gauche, nous avons permis au début des années 1980 que ce droit soit accessible à toutes, quels que soient les revenus, l'origine sociale et/ou géographique, dans une logique universelle que nous continuons à porter, plusieurs générations après. C'est cette quête d'égalité réelle qui a participé du vote d'une loi sur le remboursement des pilules contraceptives afin que les plus précaires d'entre nous, ne soient pas exclues de cette grande conquête politique et sociale.

#### Solidarité internationale

40 ans après, nous constatons avec amertume que la conquête du droit à l'avortement marque le pas dans de très

### ACTUALITES CASTELNAU



nombreux pays du monde quand il n'est pas tout simplement remis en cause y compris dans des démocraties comme aux Etats-Unis d'Amérique mais également au sein même de l'Union Européenne. Ces attaques et restrictions du droit des femmes ne sont pas seulement portées par les courants issus de l'extrême-droite la plus réactionnaire comme en Pologne ou en Hongrie, en ramenant les femmes à des ventres féconds pour repeupler le vieux continent sur fond de « grand remplacement » comme le répètent à l'envie M. Maréchal ou E. Zemmour à l'unisson de ces démocraties. Elles sont parallèlement le fruit d'attaques religieuses à grande échelle avec le développement de courants intégristes dans les trois religions du Livre. En Pologne, l'Eglise catholique en a fait son principal cheval de bataille, au coude à coude avec les courants populistes et nationalistes au pouvoir. En Afrique subsaharienne, dans les pays du Golfe Persique, au Maghreb, en Iran et ailleurs les courants islamistes, séparément ou de concert avec



#### Journées mondiales de la contraception et du droit à l'avortement

A l'occasion des **journées mondiales de la contraception** (26 septembre) et du **droit à l'avortement** (28 septembre) la Ville de Montpellier organise plusieurs événements relatifs à ces droits qui autorisent chaque femme à maîtriser sa fertilité et à choisir d'être ou de ne pas être mère. La **section PS-Castelneau** pour sa part, vous propose **vous donne ainsi RDV** ;

Jeudi 28 Septembre  
Place Albert 1er, Montpellier  
à 18h30

## Avortement : droit qui doit être universel pour toutes (suite)

les pouvoirs en place - théocratiques ou pas -, n'ont cessé d'attaquer violemment les maigres conquêtes acquises là où elles existent tandis que l'extrême-droite israélienne main dans la main avec le rabbinat le plus orthodoxe tente d'achever la seule démocratie du Proche-Orient. Dans tous ces cas de figure, les femmes et leur droit à disposer d'elles-mêmes sont toujours la hantise des fous de dieu.

En France, le programme du Rassemblement National, sous couvert d'amélioration économique dans un contexte difficile pour les plus pauvres d'entre nous, propose un « salaire parental » qui équivaut au retour au bercail pour les femmes, leur invisibilité économique et

la négation de leur droit au travail pour y substituer l'obligation à enfanter et élever des enfants. Une proposition directement inspirée des programmes des régimes totalitaires des années 30'.

Il nous appartient, à toutes et tous, d'expliquer que la menace qui pèse sur le droit des femmes et sur le droit à l'avortement est un recul qui prépare toujours le recul des conquêtes démocratiques pour tous. Face à l'extrême-droite politique et religieuse, d'où qu'elle vienne et quel que soit son vêtement, le droit à l'avortement est un droit universel non négociable.

**J'AI  
LE DROIT  
DE CHOISIR  
LE MOMENT  
D'ÊTRE MÈRE...**

**MON CORPS  
MON CHOIX**

**Journées mondiales  
de la contraception  
et du droit  
à l'avortement**

**26 et 28  
septembre 2023**

SEXUALITÉS, CONTRACEPTION, IVG  
Contactez le Planning familial au  
**N°Vert 0 800 08 11 11**  
Appel gratuit depuis un poste fixe

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ars  
Montpellier Méditerranée Métropole  
M  
Montpellier



## Elections européennes

**Du 6 au 9 juin prochain, les élections européennes des 27 Etats membres composeront un nouveau parlement à Strasbourg**

Ce sera le 9 juin prochain que les citoyens français seront appelés aux urnes pour élire les 81 eurodéputés français parmi les 705 qui composeront le nouveau Parlement de l'Union Européenne. Avec un scrutin proportionnel permettant de représenter l'ensemble des courants exprimés à partir des 5% de suffrages atteints, c'est un rendez-vous démocratique majeur alors que les droits du Parlement européen n'ont cessé de se renforcer face à la Commission et aux Conseils.

Comme socialistes, membre du PSE (Parti Socialiste Européen), seconde force politique du Parlement, il nous importe de défendre l'approfondissement de la construction européenne en même temps que son élargissement à 30/35 Etats-membres entraînant une modification des traités actuels, la conquête de nouveaux droits

politiques, sociaux et sociétaux et de mettre en minorité les forces de droite du PPE (Parti Populaire Européen) actuellement majoritaires et dont une partie est désormais prête à faire alliance avec les courants d'extrême-droite. C'est donc une élection à enjeux alors que la guerre fait rage sur le continent avec un pays victime d'un impérialisme conquérant.

L'élection européenne de juin prochain ne doit pas être une élection franco-française comme le souhaitent les populistes des deux rives, LFI et RN, en la transformant en tremplin pour les échéances présidentielles de 2027 : l'Europe mérite un autre sort que la caricature et le dévoiement des débats qui l'agitent. Au-delà de ses pères fondateurs et en fidélité à ceux qui l'ont construite ou l'ont fait avancer comme

Pierre-Mendès France, François Mitterrand, Jacques Delors, les socialistes européens ne peuvent frayer aujourd'hui avec ceux qui n'ont de cesse de dénoncer la construction européenne, ses acquis communautaires, sa charte des Droits humains fondamentaux, ses transferts de compétences, la mutualisation partielle de ses dettes pour pouvoir exister dans la mondialisation et défendre un standard de droits sociaux, politiques et environnementaux le plus élevé au monde. Face aux replis identitaires qui conduisent à la dégradation sociale et économique des travailleurs les moins aisés comme au Royaume-Uni, nous revendiquons non seulement notre attachement de cœur et de raison à l'Union Européenne

mais également la poursuite de son approfondissement vers la fédéralisation de ses budgets, de ses politiques sanitaire (par exemple la commande unifiée de masques), industrielle mais également de sa diplomatie ou de sa politique de défense.

A gauche, ou celles et ceux qui en sont issus, la politique consistant à la rupture avec

les traités existants est une impasse que nous condamnons non seulement parce que c'est une négation de 70 ans de fonctionnement intraétatique conduisant à une logique de compromis mais aussi parce qu'elle déroulerait le tapis rouge aux forces nationalistes en dynamique, actuellement dans près d'un tiers des Etats-membres de l'Union Européenne.

### Un espace de solidarités à approfondir

L'UE d'aujourd'hui n'est plus celle du traité de Maastricht de 1992 et de l'orthodoxie monétaire, longtemps défendue par la première puissance économique de la zone.

Même le traité de Lisbonne de 2008, dont on peut relever les insuffisances, ◀◀◀



## Elections européennes (suite)

a permis, à l'usage, un fonctionnement objectivement plus démocratique et plus équilibré en faveur du parlement européen. L'UE s'est affranchie des crises et de ses blocages institutionnels, pragmatiquement, en développant des mécanismes de solidarités de plus en plus poussés. Son dernier plan de relance économique de près de 500 milliards d'euros en atteste. Comment les Etats membres auraient-ils traversé les crises financières de 2014 sans solidarité communautaire même partielle ? Comment les 450 millions d'européens membres de l'UE auraient-ils fait face à la Covid en 2020 sans les commandes groupées de vaccins à moins de considérer que l'alternative hongroise de commande de vaccins russe ou chinois était une solution envisageable sanitaire et diplomatiquement ? Comment penser la transition environnementale et écologique à court terme ou la lutte contre les feux de forêts et inondations sans mutualisation des moyens, des efforts et des budgets ? Actuellement, c'est bien la Commission européenne, appuyée par le Parlement qui fixe des objectifs à courts, et moyens termes comme la fin des moteurs thermiques dans l'UE en 2035 et ce sont bien des Etats qui tentent de s'y soustraire. La rhétorique de ceux qui accusent donc l'Union d'une détérioration sociale, économique et environnementale, invoquant le « libéralisme » au détriment des Etats est donc inconséquente. Mais ce constat s'applique aussi à la préservation des Droits Humains puisque l'adoption de la charte des droits fondamentaux dans l'UE est aujourd'hui substantiellement plus protectrice que bon nombre de constitutions

étatiques des Etats-membres. C'est sur cette base en droits, que des minorités opprimées peuvent s'appuyer pour défaire l'étau étatique en utilisant la Cour Européenne de Justice, garante du Droit européen supérieur aux Etats nationaux. Et puis, il y a sans doute beaucoup plus grave encore à l'heure où ces lignes sont écrites.

### L'UE à l'épreuve de la guerre et des régimes de négation des Droits de l'Homme

L'agression de l'Ukraine, pays du continent qui souhaite rejoindre l'UE, ne peut être défendu sans politique étrangère basée sur des principes que nous voulons démocratiques, débarrassés de logiques étriquées et d'intérêts strictement nationaux. C'est encore plus vrai en matière de défense avec la nécessité d'aboutir à des consortium européens dans le domaine de la recherche militaire et de l'industrie comme c'est déjà le cas dans d'autres domaines à l'instar de l'aérospatiale. Une bataille est désormais ouverte entre des Etats démocratiques et des régimes dictatoriaux, autoritaires voire totalitaires. A cause de son identité même, de son enfantement au lendemain de la seconde guerre mondiale et de son vécu totalitaire entre fascisme et stalinisme, l'UE ne peut composer et détourner le regard sur les rapports géopolitiques du moment à moins de se renier. Sans envoi de matériels militaires en nombre, sans aide américaine, l'Ukraine serait aujourd'hui une province de M. Poutine, dictateur sanglant ayant déjà sévi en Syrie, en Tchétchénie, Géorgie et dans les rues de Moscou et Saint Pétersbourg. ◀◀◀



## Élections européennes (suite)

Dans ce contexte, ceux qui réclament la paix sans autre condition rappellent pour le coup Marcel Déat et d'autres qui feront le choix du fascisme et de la collaboration à la fin des années 1930. De la même manière, ceux qui renvoient dos à dos l'impérialisme russe à celui de l'Otan sous commandement américain confondent non seulement une démocratie perfectible avec une dictature mais n'ont aucune crédibilité sachant qu'ils combattent dans le même temps toute perspective de constitution d'une défense européenne autonome comme pilier régional de l'alliance Atlantique. Il est en effet vain de défendre une perspective formelle de puissance d'équilibre en ajournant toute perspective de défense commune.

### Deux clivages se profilent et se superposent

Le premier est un clivage traditionnel entre conservateurs et progressistes à l'échelle des 27. Si nous voulons inscrire par exemple le droit des femmes à l'avortement dans la charte des droits fondamentaux de l'UE, une majorité progressiste doit sortir des urnes en juin prochain et prendre le dessus sur les forces du PPE dont Les Républicains sont l'expression en France. Si nous voulons progresser sur l'harmonisation fiscale, sociale, la résistance aux lobbys de l'agrobusiness, une majorité de gauche est indispensable à l'heure où le PPE et ses composantes proposent une pause du Green Deal qui reviendrait sur les objectifs des Accords de Paris. Au sein du parlement de Strasbourg, les eurodéputés français doivent y contribuer pleinement, autour du Parti Socialiste et d'autres forces progressistes comme la formation Place Publique, emmenée par Raphaël Glucksmann, qui conduisit avec rigueur et conviction la tête de liste aux dernières élections européennes. Le second clivage n'est pas moins déterminant et oppose ceux qui souhaitent approfondir l'UE et aller vers une construction de type fédérale et ceux qui défendent la souveraineté des nations. Les conséquences de cette fracture ne sont pas moins lourdes : la gestion des flux migratoires

pourrait donc être nationale, la transition environnementale aussi et la défense d'un modèle social et démocratique national serait donc en mesure de s'affranchir de la concurrence chinoise, de la dépendance aux pétromonarchies du Golfe tout en dégagant des marges budgétaires...nationales. Cette vision du monde surannée, qui s'inscrit en faux d'une tradition internationaliste et solidaire, est d'abord absurde, inefficace, pratiquement inconséquente et porteuse de drames sociaux pour les plus démunis. Par ailleurs et contrairement à des contre-vérités répandues, les élargissements successifs se traduisent par des transferts de valeur et donc de solidarités à ceux qui en ont le plus besoin. Ce sont ces transferts qui ont permis à la péninsule Ibérique après 1986 de résoudre des questions sociale et démocratique en stimulant la croissance des richesses produites. C'est la même logique à l'œuvre aujourd'hui, avec la Pologne, pays recevant le plus de la part de l'Union et demain avec l'Ukraine, ce qui permettra de progresser en matière de lutte contre la corruption non seulement pour elle-même mais aussi pour l'ensemble de la zone.

C'est la raison pour laquelle les socialistes français présenteront un projet européen sans équivoque, aux côtés des autres forces du PSE (Parti Socialiste Européen) pour l'approfondissement de l'Union Européenne vers davantage de politiques sociales, économiques et environnementales intégrées, un budget communautaire en augmentation qui puisse alimenter les fonds européens pour une Europe puissance et combattront avec énergie la fable du village gaulois national, porté par les populismes. Au cours des prochains mois, à Castelnau comme dans le reste de la métropole de Montpellier, nous déclinerons toute une série de propositions articulées autour de cette vision de l'UE devant les électeurs.